



## **Pegasus : l'Etat français doit demander des comptes à Israël et au Maroc**

Benny Gantz, ministre israélien de la Défense, doit rencontrer ce 28 juillet à Paris la ministre des Armées Florence Parly. Officiellement, il doit « tenir au courant » son homologue française de l'avancée de l'enquête concernant la société de cybersécurité israélienne NSO et les deux ministres sont censés « mener un dialogue sur les questions stratégiques et de sécurité ».

Devant la gravité des révélations des 17 médias du consortium international Projet Pegasus, associés au réseau de journalistes Forbidden Stories et à l'ONG Amnesty International ([lire ici](#)), les amabilités et le simple « dialogue » ne sont pas de mise face à de tels enjeux.

Amnesty International réclame ainsi qu'un moratoire soit « immédiatement instauré » sur la vente et l'utilisation des technologies de surveillance, avant la mise en place d'un cadre réglementaire « respectueux des droits humains ». L'ONG souligne « les dangers et les préjudices auxquels sont exposées les personnes illégalement prises pour cibles ».

Or, les autorités israéliennes sont clairement en première ligne dans ce dossier, tant les liens étroits sont évidents entre ces dernières, leurs services de renseignements et la société NSO, dont le logiciel Pegasus, a, selon l'enquête du consortium de journalistes, été utilisé par de nombreux Etats (Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Hongrie, Inde, Mexique...) pour espionner des journalistes, des femmes et hommes politiques, des opposant-es, des militant-es...

Mais il est un autre pays auquel le pouvoir français doit très fermement demander des comptes : le Maroc. Pas seulement parce que le président Emmanuel Macron semble avoir été pris pour cible par ce dernier. Aussi et surtout parce que le Projet Pegasus révèle que les journalistes français parmi les 180 dans le monde susceptibles d'avoir été espionnés avec le logiciel de NSO - dont Edwy Plenel et Lénéig Bredoux, de Mediapart, Rosa Moussaoui, de *l'Humanité* et Dominique Simonnot, alors journaliste au *Canard Enchaîné* - se retrouvent sur cette liste à la demande des services de renseignements marocains.

Le SNJ-CGT exige que le président de la République et le gouvernement français rompent avec la bienveillance, voire la complaisance et la connivence, à l'égard du pouvoir marocain. Il est temps de dénoncer un Etat coupable de graves atteintes à la liberté de la presse. Le projet Pegasus affirme d'ailleurs que de nombreux journalistes marocains ont, eux aussi, été espionnés par leur pays.

**Montreuil, le 27 juillet 2021.**